



Conseil économique et social

Distr. générale
8 avril 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013
Genève, 1^{er}-26 juillet
Coopération régionale

La situation économique en 2012-2013 de la région de la Commission économique pour l'Europe : Europe, Amérique du Nord et Communauté d'États indépendants

Résumé

La croissance économique est restée modérée en 2012 et au premier semestre de 2013 dans la plupart des pays de la Commission économique pour l'Europe (CEE); elle a été faible par rapport à la croissance observée dans le passé comme dans le reste du monde. C'est dans la Communauté d'États indépendants (CEI) que la croissance a été la plus forte et, bien que ces pays aient subi une grave récession en 2009, ils ont connu une croissance raisonnable au cours des trois dernières années et leurs produits intérieurs bruts (PIB) sont aujourd'hui considérablement plus élevés que les sommets qu'ils avaient atteints avant la crise de 2008. La croissance a été plus modérée en Amérique du Nord et, si le PIB y est supérieur à son niveau record d'avant la crise, le taux de chômage demeure très élevé et semble devoir le rester pendant plusieurs années. La situation économique en Europe continue de s'aggraver; le PIB réel d'un certain nombre de pays européens est inférieur aux niveaux atteints avant la crise et plusieurs pays sont en dépression. Le taux de chômage est élevé et augmente dans la plupart des pays d'Europe; il a atteint des niveaux historiques dans la zone euro et reste très élevé en Europe du Sud-Est. Bien que le rapport de la dette au PIB continue d'augmenter dans de nombreux pays européens, les marchés financiers se sont stabilisés et la menace d'une dissolution de la zone euro s'est atténuée, principalement en raison des nouvelles mesures prises par la Banque centrale européenne.

Des enseignements économiques importants pour l'élaboration de politiques à l'avenir ont été tirés de l'expérience des pays avancés de la CEE au cours des trois dernières années, ou reconfirmés. La modeste reprise démontre clairement le principe macroéconomique bien établi selon lequel l'austérité dans une économie stagnante est généralement vouée à l'échec. Lorsque, sous l'impulsion de la politique monétaire, les taux d'intérêt se rapprochent du seuil de 0 %, les multiplicateurs



budgétaires deviennent très élevés et l'assainissement des finances publiques nuit sensiblement à la croissance économique et à l'emploi. Dès lors, l'austérité entraîne une nouvelle réduction des recettes fiscales et une augmentation des dépenses publiques consacrées aux stabilisateurs automatique et, même si le déficit budgétaire peut connaître une légère amélioration à court terme, cette amélioration a un coût très élevé en matière d'aide sociale, d'emploi et de croissance et, dans la plupart des cas, le rapport de la dette au PIB continue à augmenter.

I. La région de la CEE et le reste du monde

1. Aux fins de l'analyse, les 56 membres de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) (qui compte plus de 1,2 milliard d'habitants) ont été répartis entre trois sous-régions : a) l'Amérique du Nord, avec 346 millions d'habitants, qui se compose du Canada et des États-Unis d'Amérique; b) les pays avancés d'Europe, avec 525 millions d'habitants, regroupant 35 économies, dont l'Union européenne, l'Association européenne de libre-échange, Israël et quatre micro-États européens de moins de 100 000 habitants; et c) les pays émergents d'Europe, avec 376 millions d'habitants, à savoir 19 pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie centrale. Cette dernière catégorie englobe tous les pays en transition et la Turquie. Le concept de pays avancés de la CEE renvoie à l'Amérique du Nord et aux pays avancés d'Europe.

2. La région de la CEE reste très diversifiée. Bien qu'elle regroupe la plupart des pays développés de la planète, le revenu par habitant y est inférieur au double de la moyenne mondiale dans 27 pays (soit la moitié); il est inférieur à la moyenne mondiale dans 14 pays et inférieur à la moitié de la moyenne mondiale dans 6 pays. À l'heure actuelle, le revenu moyen par habitant des pays en transition est à peu près égal à la moyenne mondiale. Neuf des États membres de la CEE sont considérés comme des pays en développement sans littoral au sens de la définition de l'Organisation des Nations Unies.

3. Pendant plus d'un siècle, la région de la CEE a représenté plus de la moitié de la production économique mondiale (en parité de pouvoir d'achat) mais, en 2009, sa part du PIB mondial est passée sous la barre des 50 % en raison de la croissance plus rapide des pays en développement. Il y a 10 ans, les pays avancés d'Europe et l'Amérique du Nord représentaient chacun plus d'un quart de la production mondiale et les pays émergents d'Europe, 5 %. Les parts mondiales des pays avancés d'Europe et de l'Amérique du Nord ont chuté et représentent désormais un cinquième chacune, alors que les pays émergents d'Europe ont vu la leur augmenter pour atteindre 6 %. La région de la CEE devrait voir sa part dans la production mondiale continuer de diminuer d'environ un demi-point de pourcentage par an au cours des 10 prochaines années étant donné que sa croissance démographique et son revenu par habitant sont inférieurs aux moyennes mondiales.

4. En 2011, les pays de la CEE représentaient 55,0 % des exportations mondiales; 73,4 % de ces exportations (soit 40,4 % des exportations mondiales) étaient intérieures à la CEE. Par ailleurs, 33,1 % des exportations en provenance de pays n'appartenant pas à la CEE (soit 14,9 % des exportations mondiales) étaient à destination d'un pays de la CEE. Ainsi, 69,9 % des exportations mondiales en 2011 étaient en provenance ou à destination de la CEE. Près de 77,6 % des exportations des pays avancés d'Europe, 70,5 % des exportations des pays émergents d'Europe et 51,8 % des exportations d'Amérique du Nord étaient à destination d'un autre pays de la CEE. Les pays en transition, qui ont été progressivement écartés du reste de l'économie mondiale dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et qui, depuis les années 90, ont des problèmes pour obtenir un traitement douanier normal à cause de la lenteur des progrès accomplis en vue de leur adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ne représentaient que 4,7 % des exportations mondiales en 2011.

5. Les pays de la CEE constituent une importante source d'investissement étranger direct (IED); en 2011, leur flux d'IED a augmenté de près de 20 % et représentait un montant de près de 1 180 milliards de dollars, soit plus de 69 % du volume mondial total de l'IED. Malgré cette hausse, les flux d'IED en provenance de la CEE en 2011 n'étaient qu'aux deux tiers de leur niveau de 2007, avant la crise financière. Par comparaison, les flux d'IED en provenance de pays extérieurs à la CEE ont augmenté de près de 27 % entre 2007 et 2011. Sur les 20 premières sources d'IED dans le monde, 14 sont des pays de la CEE, et les États-Unis constituent la plus grande source.

6. Les pays de la CEE ont reçu près de 813 milliards de dollars en IED en 2011, soit plus de 53 % du total mondial. Toutefois, en 2011, les flux d'IED à destination de la CEE étaient toujours inférieurs de près de 40 % à leur niveau de 2007; en comparaison, les flux à destination de pays extérieurs à la CEE ont augmenté de 14 % entre 2007 et 2011. Neuf des 15 premiers bénéficiaires de l'IED dans le monde sont des pays de la CEE. Les États-Unis sont le principal destinataire au monde. Globalement, la région de la CEE est un investisseur net (sorties supérieures aux entrées), ayant consenti environ 364 milliards de dollars d'IED en 2011. Toutefois, les pays émergents d'Europe sont des bénéficiaires nets d'IED (entrées supérieures aux sorties), avec un solde supérieur à 32 milliards de dollars en 2011. Cela étant, la Fédération de Russie, qui constitue la première source et la première destination d'IED parmi les pays émergents d'Europe, ressemble de plus en plus à un pays avancé dans la mesure où, en 2011, les flux d'IED émis étaient supérieurs de 14,4 milliards de dollars aux flux d'IED reçus. Le stock d'IED des pays émergents d'Europe a augmenté de plus de 1 000 % depuis 2000.

7. Dans de nombreux pays de la CEE, l'espérance de vie moyenne à la naissance (sur la période 2005-2010) est largement supérieure à la moyenne mondiale, qui est de 65,7 ans pour les hommes et de 70,1 ans pour les femmes. Au Canada, elle est de 78,2 ans pour les hommes et de 82,8 ans pour les femmes, dans l'Union européenne de 76,1 ans et de 82,1 ans, aux États-Unis de 75,4 ans et de 80,5 ans et en Turquie de 70,7 ans et de 75,3 ans. Dans la Fédération de Russie, l'espérance de vie pour les hommes (61,6 ans) est nettement inférieure à la moyenne mondiale, alors que pour les femmes (74,0 ans) elle lui est sensiblement supérieure.

II. L'évolution de la région à long terme

8. Au cours des 20 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Europe occidentale et l'Union soviétique se sont développés plus rapidement que les États-Unis, avec pour résultat une certaine convergence des revenus par habitant : au début des années 70, le revenu par habitant en Europe occidentale représentait environ 70 % de celui des États-Unis, et celui de l'Union soviétique environ 35 %, soit la moitié de celui d'Europe occidentale. Depuis 1972, la convergence entre l'Europe occidentale et les États-Unis s'est interrompue alors que le revenu moyen par habitant des États de l'ex-Union soviétique ne représente plus qu'un quart de celui des États-Unis et un tiers de celui de l'Europe occidentale. En d'autres termes, au cours des 40 dernières années, non seulement il n'y a pas eu de poursuite de la convergence, mais les écarts de niveau de vie entre les trois grandes sous-régions géographiques de la CEE se sont accentués.

9. L'écart observé entre les États-Unis et l'Europe occidentale au niveau du revenu par habitant tient essentiellement au nombre d'heures travaillées. Les Européens travaillent de manière générale pendant moins d'années (ils débutent leur activité professionnelle plus tard et partent en retraite plus tôt), prennent plus de vacances et leur journée de travail est plus courte. En termes de productivité par heure de travail, l'avantage des États-Unis apparaît beaucoup plus limité que la différence de revenus. Toutefois, la convergence des niveaux de productivité observée dans les années 60 à 95 n'a plus cours et la tendance s'est en fait inversée depuis 1995 en raison d'un recours plus intensif aux technologies de l'information aux États-Unis.

10. L'Europe occidentale fait face à un taux de chômage élevé depuis les 30 dernières années. Le taux de chômage moyen en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord était de 3,5 % dans les années 70 mais a plus que doublé dans les années 80, à 7,6 %, pour atteindre 8,9 % dans les années 90, et 7,7 % dans la première décennie du XXI^e siècle. Aux États-Unis, le taux de chômage global a été plus stable au cours des 40 dernières années; toutefois, au cours des 50 dernières années, le taux de chômage des Afro-Américains a été généralement supérieur à 10 %, soit plus du double de celui des Blancs.

11. La croissance à très long terme du revenu réel par habitant est remarquablement similaire aux États-Unis et en Europe occidentale et reste stable au fil du temps. Pendant la période 1970-2010, le produit intérieur brut réel par habitant a augmenté à un taux annuel moyen de 1,8 % aux États-Unis et en Allemagne, de 1,9 % au Royaume-Uni et de 1,7 % en France. Ces taux de croissance sont également très similaires aux taux à encore plus long terme enregistrés entre 1870 et 2010, période au cours de laquelle le revenu réel par habitant a augmenté de 1,9 % par an aux États-Unis et de 1,7 % par an en Allemagne et en France.

12. Le vieillissement de la population caractérise la plupart des pays de la CEE, à l'exception des pays d'Asie centrale. Dans la région de la CEE, le pourcentage de la population âgée de 65 ans et plus devrait passer de 14 % actuellement à 23 % en 2050. Les travailleurs d'un certain âge représentent déjà une part croissante de la population active dans de nombreux pays de la CEE. Ainsi, le pourcentage de travailleurs américains âgés de 55 ans ou plus est passé de 17,5 % en 2006 à 21,5 % en 2012. La population en âge de travailler (20-64 ans) de l'Union européenne a culminé à 308,2 millions de personnes en 2012 et diminuera progressivement au cours des 50 prochaines années, tandis que le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus continuera d'augmenter. En conséquence, le rapport de dépendance économique (rapport de la population non active à la population active) doublera au cours de cette période et il est prévu qu'il atteigne 58 % d'ici à 2060. Bien que le vieillissement de la population soit moins avancé dans les pays émergents d'Europe que dans les pays avancés d'Europe, le rapport de dépendance économique des personnes âgées devrait doubler voire tripler entre 2010 et 2050 dans de nombreux pays émergents d'Europe. Les conséquences négatives du vieillissement sur l'offre de main-d'œuvre effective devraient se faire particulièrement sentir dans les pays émergents de la CEE qui ne se situent pas en Asie centrale. En raison du vieillissement, il faut s'attendre à de nombreux changements dans la conception des régimes de retraite, notamment à l'augmentation de l'âge de la retraite et des taux de cotisation.

III. La crise économique et financière

13. L'un des principaux enseignements à tirer de la crise financière est que le cycle du crédit financier, s'il n'est pas atténué par une politique monétaire anticyclique solide, donne lieu à un cycle d'expansion et de ralentissement qui a des répercussions négatives considérables. S'en remettre uniquement aux taux d'inflation pour orienter la politique monétaire est donc un piètre moyen de parvenir à une stabilité économique. Plusieurs réformes d'orientation ont été mises en œuvre dans la région pour inciter les autorités monétaires à tenir dûment compte des risques systémiques macroprudentiels.

14. Après la crise financière de 2008 et 2009, un rapport a été demandé dans chacun des principaux secteurs financiers (zone euro : rapport du Groupe d'experts de haut niveau de la Commission européenne sur la réforme structurelle du secteur bancaire de l'UE; Royaume-Uni : rapport Vickers de la Commission indépendante sur les banques; États-Unis : loi Dodd-Frank sur la réforme de Wall Street et la protection des consommateurs) sur la manière dont ils pourraient renforcer leurs systèmes financiers pour éviter qu'ils nécessitent un plan de sauvetage de la part du secteur public. De nombreuses recommandations issues de ces rapports ont été ou vont vraisemblablement être mises en œuvre; cependant, elles ont généralement été vidées d'une bonne partie de leur substance pour des raisons politiques lors de l'adoption des lois correspondantes et, par conséquent, la réforme de ces secteurs financiers pourrait finalement s'avérer insuffisante pour éviter de futures crises. L'un des arguments politiques majeurs avancés pour justifier cet affaiblissement de la législation était qu'il fallait maintenir la compétitivité du secteur financier sur le plan international; cette dynamique révèle la nécessité d'une plus grande coopération intergouvernementale dans l'établissement de normes financières.

15. Les systèmes financiers des pays avancés de la CEE ont été rendus modérément plus stables ces dernières années par l'augmentation de leurs capitaux permanents, l'amélioration de la qualité de leurs actifs et la modification de leurs structures de rémunération et de gestion qui a permis de décourager les entreprises trop risquées. L'une des vulnérabilités financières majeures révélées par la crise financière de 2008 et 2009 est le problème des institutions financières « trop importantes pour qu'on les laisse sombrer »; toutefois, peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'atténuation de cette vulnérabilité, et la concentration du secteur bancaire est plus importante aujourd'hui qu'en 2007.

16. Au lendemain de la crise financière et de la crise de la zone euro survenue entre 2010 et 2013, le système financier européen est moins intégré et plus balkanisé et la santé financière des banques européennes s'est détériorée. Les flux financiers intra-européens ont diminué à mesure que les banques d'Europe du Nord ont réduit leur présence en Europe du Sud et que les banques d'Europe occidentale ont réduit la leur en Europe centrale et orientale. Les flux nets du secteur bancaire à destination des pays émergents d'Europe et des nouveaux États membres de l'Union européenne, qui étaient relativement importants avant 2008, ont été négatifs pour chaque trimestre depuis le début de l'année 2009. Ces diminutions auraient été encore plus fortes sans l'Initiative de Vienne de 2009 et l'Initiative de Vienne 2.0 de 2012, dans le cadre desquelles les institutions financières internationales ont apporté une assistance aux banques qui s'engageaient à ne pas entreprendre de retraits à grande échelle de la région. Les banques étrangères dont la maison mère est dans

l'Union européenne se sont retirées de certains pays (à savoir l'Ukraine), mais celles dont la maison mère est en Russie ont renforcé leur présence.

17. La crise financière de 2008 et 2009 a attiré l'attention des pouvoirs publics sur le système bancaire parallèle et les risques qu'il fait peser sur la stabilité de l'économie mondiale. Le système bancaire parallèle fait intervenir un grand nombre d'intermédiaires financiers, notamment des fonds de placement sur le marché monétaire, des banques d'affaires, des sociétés d'assurances et des fonds spéculatifs. Dans les pays de la CEE, il détient quelque 57 000 milliards de dollars d'actifs et représente 84 % du total mondial (le total mondial est fondé sur des pays qui représentent 86 % du PIB mondial). Les États-Unis détiennent 23 000 milliards de dollars d'actifs (35 % du total mondial), la zone euro en détient 22 000 milliards (33 %), le Royaume-Uni 9 000 milliards (13 %), et les actifs détenus par le Canada et la Suisse représentent ensemble 3 % du total mondial. Il est nécessaire d'améliorer les statistiques relatives aux mouvements de fonds afin de mesurer et surveiller convenablement le système bancaire parallèle en Fédération de Russie. Les parts du total mondial détenues par les États-Unis et le Canada ont diminué depuis la crise financière, tandis que celles détenues par la zone euro et le Royaume-Uni ont augmenté. La part du PIB national détenue par le système bancaire parallèle est particulièrement importante au Royaume-Uni et en Suisse.

18. Trois des emprunteurs souverains traditionnellement les mieux notés de la région (les États-Unis, la France et le Royaume-Uni) se sont vu retirer leur note AAA par une ou plusieurs agences de notation au cours des deux dernières années; néanmoins, ces trois États sont toujours cotés AAA par au moins une agence de notation. Plusieurs autres pays, dont l'Espagne et l'Irlande, ont perdu leur note AAA au début de la crise financière. Le nombre de dettes souveraines cotées AAA dans le monde a diminué de plus de 60 % depuis le début de 2007.

19. Depuis la crise financière de 2008 et 2009, l'économie mondiale connaît une période de demande globale insuffisante qui a entraîné un taux élevé de chômage dans une grande partie du monde et en particulier dans les pays avancés. Les excédents commerciaux constituent un mécanisme permettant de maintenir ou d'accroître la demande globale au niveau national : une intervention sur le marché des changes visant à dévaluer une devise entraîne une augmentation de l'excédent commercial et permet au pays concerné de réduire son taux de chômage. Dans la région de la CEE, plusieurs pays sont fortement intervenus sur le marché des changes, évitant ainsi l'appréciation de leurs monnaies; c'est notamment le cas de l'Azerbaïdjan, du Danemark, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, de la Norvège et de la Suisse.

20. La Suisse est beaucoup intervenue sur le marché des changes pour limiter l'appréciation du franc pendant la majeure partie de 2012, malgré l'excédent de la balance des opérations courantes et le faible taux de chômage dont elle bénéficie. En 2012, la Banque nationale suisse a consacré 199 milliards de dollars à l'achat de devises; ses réserves ont ainsi augmenté pour atteindre 534 milliards de dollars, soit 75 % du PIB, au début de 2013 et occupent le cinquième rang mondial.

IV. La crise de la zone euro

21. La crise de la zone euro a principalement été le résultat de plusieurs défauts de conception de la zone euro; en particulier, il n'existait pas de mécanismes

institutionnels permettant de tenir compte des variations cycliques de la demande globale ni de prêteur en dernier ressort pour la dette souveraine. Le Pacte de stabilité et de croissance a sérieusement entravé les politiques budgétaires (comme le fait le nouveau pacte budgétaire) et le mandat de la Banque centrale européenne l'a expressément empêchée de tenir compte de la croissance et de l'emploi pour conduire une politique monétaire. Par conséquent, lorsque la région a été touchée par un choc financier majeur en 2008-2009, elle ne disposait pas de mécanismes suffisants pour compenser la baisse des dépenses du secteur privé. Lorsque les gouvernements ont tenté de faire face à la crise, ils ont estimé qu'elle était due à l'absence de discipline budgétaire et ont donc conclu qu'il était nécessaire de rétablir une telle discipline. Les programmes d'austérité qui en ont découlé ont provoqué une nouvelle baisse du PIB (la zone euro est rentrée en récession à l'automne 2012) et, en conséquence, le rapport de la dette au PIB a continué d'augmenter en Espagne, en Grèce, en Italie, au Portugal et au Royaume-Uni (ainsi que dans l'ensemble de l'Union européenne) jusqu'au quatrième trimestre de 2012.

22. Bien que le rapport de la dette souveraine collective au PIB de la zone euro ait augmenté en 2012, son déficit a diminué pour atteindre environ 3,5 % du PIB en 2012, contre 4,2 % en 2011 et 6,2 % en 2010. Néanmoins, nombre des pays qui mettaient en œuvre des programmes d'austérité n'ont pas été en mesure d'atteindre les objectifs visés en matière de niveau de déficit en raison de la dégradation de leur situation économique. L'Espagne, la Grèce et le Portugal ont reporté plusieurs fois les échéances fixées pour ramener leurs déficits budgétaires en dessous du seuil de 3 % du PIB. Il a également été nécessaire de modifier les échéances intermédiaires définies par la troïka composée de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international (FMI).

23. L'un des défauts de conception majeurs de la zone euro était l'absence d'un prêteur en dernier ressort tel qu'il en existe généralement dans la plupart des pays avancés. Cette absence a provoqué une hausse des taux d'intérêt sur la dette souveraine de plusieurs pays de la zone euro et, par conséquent, le FMI a dû fournir 103 milliards de dollars d'aide à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal, soit le triple du montant qu'il avait accordé aux pays asiatiques lors des crises qu'ils ont traversées à la fin des années 90. Toutefois, même cette assistance s'est révélée insuffisante pour maintenir la stabilité jusqu'à ce que la Banque centrale européenne accepte d'être le prêteur en dernier ressort pour le secteur bancaire en 2011 et pour les emprunteurs souverains en 2012. L'opération de refinancement à long terme de la Banque centrale européenne a permis de fournir de la liquidité en quantités illimitées au secteur bancaire et ses opérations monétaires sur titres ont apporté une garantie (soumise à conditions) pour les dettes souveraines. Sans ces deux programmes, le système monétaire de la zone euro se serait peut-être effondré.

24. En grande partie du fait de la garantie conditionnelle apportée par la Banque centrale européenne à la dette souveraine des pays périphériques de l'Union européenne et annoncée au début du mois d'août 2012, l'écart de rendement entre la dette souveraine de ces pays et celle de l'Allemagne a baissé de 50 % environ au cours des sept mois suivants. Cet écart est passé de 5,3 à 2,6 points de pourcentage pour la dette italienne et de 6,4 à 3,4 points pour la dette espagnole. L'engagement de la Banque centrale européenne a suffi et elle n'a pas dû effectivement faire des achats dans le cadre de ce programme.

25. En raison de l'intégration du secteur financier dans la zone euro, il a été nécessaire d'instituer un mécanisme de surveillance unique, mais ce mécanisme n'a été créé qu'à la fin de l'année 2012. La Banque centrale européenne a été chargée du contrôle des principales institutions financières de la zone euro, tandis que les banques moins importantes (dont les actifs n'excèdent pas 30 milliards d'euros) continueront d'être surveillées par les autorités nationales. Néanmoins, la création de ce mécanisme soulève plusieurs questions non résolues en ce qui concerne les pays de l'Union européenne qui ne font pas partie de la zone euro et les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est qui ne font pas partie de l'Union européenne et dans lesquels la présence de banques de la zone euro est forte. Il existe également un certain nombre d'autres questions non résolues telles que la nécessité d'une autorité commune pour recapitaliser les banques et assurer la garantie des dépôts.

26. À Chypre, le système bancaire est devenu immense; le montant total des dépôts était presque quatre fois supérieur au PIB et environ un tiers de ces dépôts appartenaient à des Russes. Vu que la Banque centrale européenne ne faisait pas office de prêteur en dernier ressort et que le Gouvernement chypriote n'était pas en mesure de le faire, le système bancaire est devenu insolvable au début de 2013, principalement en raison des larges pertes qu'il avait subies sur ses obligations souveraines grecques. Les principales banques du pays ont temporairement fermé, et les retraits bancaires et les sorties de capitaux ont été soumis à des restrictions. Chypre est devenue le cinquième membre de la zone euro à négocier un plan de sauvetage avec l'Union européenne et le FMI, et sa situation était unique dans la mesure où les déposants détenant plus de 100 000 euros ont subi une importante décote et les actionnaires et obligataires des deux banques principales ont quasiment tout perdu.

27. L'un des aspects de la crise de la zone euro est le déséquilibre de la balance des paiements. Pour y remédier, il faut augmenter les salaires réels dans les pays excédentaires et en croissance et les diminuer dans les pays déficitaires et en récession. Un certain rééquilibrage a déjà eu lieu : depuis 2008, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont diminué d'environ 5 % en Espagne et au Portugal (et plus fortement encore en Grèce); d'autres réajustements importants seront nécessaires et pourraient intervenir au cours des prochaines années. Toutefois, la déflation des salaires est un mécanisme de réajustement particulièrement inefficace pour corriger les déséquilibres de la balance des opérations courantes.

28. Les coûts induits sur le plan social et en matière de qualité de vie par les programmes d'austérité européens n'ont pas été largement répartis dans la population; ils se sont essentiellement concentrés sur des segments plus restreints qui étaient souvent déjà économiquement défavorisés. Ainsi, le Gouvernement espagnol a limité la distribution de repas gratuits aux étudiants à faible revenu, et le nombre de personnes souffrant de la faim a doublé entre 2007 et 2012. En 2012, l'Espagne et la Grèce ont relevé l'âge de départ à la retraite, qui est passé de 65 à 67 ans, et ont gelé ou réduit la plupart des salaires du secteur public. En 2012, la Cour constitutionnelle du Portugal a statué que certaines réductions prévues des salaires et des retraites du secteur public étaient anticonstitutionnelles étant donné qu'elles étaient discriminatoires à l'égard des employés du secteur public qui avaient déjà fait l'objet de réductions de salaires.

29. Bien que l'existence d'importants programmes d'assistance sociale ait atténué les conséquences sociales négatives de la forte baisse des revenus et de la hausse

des taux de chômage, plusieurs autres mesures institutionnelles ou juridiques ont amplifié ces conséquences. Il s'agit notamment de l'utilisation généralisée des emprunts hypothécaires assortis de recours et de la non-prise en compte de la dette hypothécaire dans la faillite. Par conséquent, l'éclatement des bulles immobilières dans les pays périphériques de la zone euro a eu une incidence bien plus forte et plus durable sur la pauvreté et le problème des sans-abri que dans des pays tels que les États-Unis, dont la plupart des emprunts hypothécaires sont sans recours et qui réduisent la dette hypothécaire lors des faillites. La Cour de justice européenne a considéré que la loi espagnole de saisie des biens hypothéqués était contraire au droit européen, après la saisie de près de 400 000 logements et bureaux entre 2007 et 2012.

30. La crise de la zone euro relative à la balance des opérations courantes et à la dette souveraine a temporairement affaibli l'attrait de l'euro comme monnaie de réserve internationale et de transaction. Pour accroître cet attrait, les pays de la zone euro doivent résoudre leurs problèmes de dettes, rétablir la compétitivité et la croissance, recapitaliser leurs banques et renforcer la solidarité politique derrière l'euro. Il faudra pour cela apporter des changements fondamentaux à la conception institutionnelle de la zone euro et créer une union budgétaire plus forte qui nécessitera à son tour une union politique plus forte.

V. Crise économique actuelle

31. Le PIB réel dans la région de la CEE doit augmenter de 1,5 % en 2013, soit légèrement mieux qu'en 2012 (1,3 %) mais toujours moins bien qu'en 2010 et 2011. En 2013, le taux de croissance doit frôler 0 % dans les pays les plus avancés d'Europe dont beaucoup sont en récession économique. La zone euro est plongée dans une récession à double creux depuis le deuxième trimestre de 2012. En 2013, la croissance devrait être de 2,0 % environ en Amérique du Nord, qui se relève lentement de la crise tandis que, dans les économies européennes émergentes, elle se renforce et atteindra 3,4 %. D'après les prévisions, la croissance doit repartir au deuxième semestre de 2013 et en 2014 dans les trois sous-régions et s'améliorer légèrement en 2015. Malgré une croissance modeste en Amérique du Nord et dans les économies européennes émergentes, il y aura encore une nombreuse main-d'œuvre inutilisée en 2013 et 2014. La situation de l'emploi continue de se détériorer dans les économies européennes avancées et, dans beaucoup d'entre elles, le chômage demeurera important pendant plusieurs années encore.

32. Le ralentissement conjoncturel prolongé en Amérique du Nord et dans les économies européennes avancées a non seulement ralenti la croissance depuis plusieurs années mais va probablement ralentir aussi celle de la productivité à plus long terme durant les 10 prochaines années, les investissements des secteurs public et privé s'étant fortement réduits. Par exemple, si en 2011 le PIB réel de l'Union européenne a été de 0,6 % de moins qu'en 2007, l'investissement privé réel a reculé de 14,5 % et l'investissement public de 4,2 %.

33. Bien que la croissance ait été solide dans les économies en transition depuis trois ans, les taux de croissance enregistrés et ceux qui sont prévus pour les prochaines années sont très inférieurs aux taux atteints durant les cinq années qui ont précédé la crise mondiale. Cela tient à la diminution des capitaux étrangers, à la réduction de la marge de ressources inutilisées sur les marchés du travail, à une

croissance réduite de la main-d'œuvre et à une croissance plus lente de la productivité due à la diminution des investissements durant la crise. Cela dit, malgré le fort ralentissement conjoncturel, qu'elle a connue en 2009 et la faible croissance de sa main-d'œuvre, la Fédération de Russie s'est placée au quatrième rang du Groupe des Vingt pour ses taux de croissance entre 2000 et 2010.

34. Ces dernières années, les États-Unis ont mieux réussi que l'Union européenne à améliorer leurs résultats de croissance et d'emploi en raison d'une restriction budgétaire plus lente. Comme la zone euro, ils ont fait face à la crise financière par des politiques budgétaires contracycliques d'ailleurs très différentes dans leur ampleur. Dans la zone euro, le solde primaire corrigé des variations cycliques est tombé à -2 % du PIB en 2009 et 2010 pour remonter à presque 2 % en 2013. Aux États-Unis, le déficit a atteint presque 7 % en 2009 et 2010 pour retomber à 3 % en 2013.

35. Dans l'Union européenne, il y a une forte relation directe entre l'ampleur des programmes d'austérité imposés et la diminution du PIB réel de 2009 à 2012. Le programme d'austérité le plus important a été adopté par la Grèce qui a vu son économie chuter de près de 18 %; des programmes plus modérés ont été imposés par l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne qui tous ont vu leur PIB diminuer d'environ 5 % au cours de cette période. Les pays qui n'ont pas pris de mesures d'austérité importantes ont dans l'ensemble connu la croissance au cours de la période.

36. Les principales autorités monétaires de la région ont fortement augmenté leur bilan depuis que la crise a commencé. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, la part des avoirs de la banque centrale dans le PIB a triplé, passant d'environ 6 % au début de 2008 à environ 20 % en 2012. Dans la zone euro, elle a doublé, passant de 15 % à plus de 30 % durant la même période. De plus, les banques centrales européennes se sont engagées à de nombreuses reprises à maintenir leur politique de crédit facile jusqu'à ce que la reprise devienne robuste. En septembre 2012, la Réserve fédérale des États-Unis s'est engagée à maintenir ses taux d'intérêt à près de zéro et à acheter pour 45 milliards de dollars de bons du Trésor et pour 40 milliards de dollars d'obligations foncières par mois jusqu'à ce que le taux de chômage tombe à 6,5 % ou que l'inflation anticipée dépasse 2,5 %. Elle a estimé que le taux de chômage ne tomberait à 6,5 % qu'au deuxième semestre de 2015 au plus tôt.

37. Aux États-Unis et au Royaume-Uni, les taux d'intérêt des emprunts d'État à 10 ans, qui ont frôlé ou légèrement dépassé 5 % au second semestre de 2007, sont tombés en dessous de 2 % au début de 2013. Cela signifie que le poids de la dette souveraine accrue de ces deux pays était en réalité assez modéré. Ainsi, en 2012, les États-Unis n'ont consacré au paiement des intérêts nets de leur dette que 1,4 % de leur PIB, ce qui est proche du pourcentage le plus bas enregistré depuis 1945.

38. Le marasme économique dans la région devrait contenir l'inflation d'origine intérieure, mais la hausse des prix des produits de base entraînée par une économie mondiale plus robuste pourrait la maintenir aux niveaux visés par les banques centrales de la région. Aux États-Unis, le taux d'inflation a été inférieur aux 2 % visés par la Réserve fédérale; entre janvier 2012 et 2013, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,6 %. Dans la zone euro (et dans les autres pays membres de l'Union européenne), l'inflation a légèrement dépassé les 2 % visés en 2012 mais a reculé en deçà au début de 2013. Dans la plupart des pays d'Europe du Sud-Est, elle continuera de frôler les 3 % car la plupart de leurs monnaies sont liées

à l'euro; toutefois, elle est bien plus forte en Turquie (environ 9 %). D'après les prévisions, la Fédération de Russie enregistrera une inflation de 5 % environ, soit beaucoup moins que la moyenne des 10 dernières années. L'inflation devrait être plus forte en Asie centrale et au Bélarus.

39. Beaucoup des économies de la CEE ont suivi le cycle mondial de variation des prix de l'immobilier (envolée avant 2007 et effondrement après 2008). Les variations les plus fortes (du pic d'avant la crise au creux d'après la crise) ont été enregistrées en Lettonie (-76 %), en Estonie (-64 %), en Ukraine (-52 %), en Lituanie (-45 %), en Bulgarie (-33 %) et aux États-Unis (-30 %); ces prix ont aussi fortement chuté en Espagne, en Fédération de Russie, en Hongrie, en Irlande et en Slovaquie. Dans l'ensemble, les prix immobiliers réels ont baissé de presque 12 % dans l'Union européenne entre le début de 2008 et la fin de 2012. Dans la plupart de ces pays, ils semblent s'être stabilisés. Cela dit, les marchés immobiliers sont singuliers et dans un certain nombre de pays de la CEE, leurs prix n'ont pas suivi le ralentissement de l'après-2008 et ont même augmenté : en Autriche, au Canada et en Suisse, de plus 20 % depuis 2007; au Canada, de 127 % depuis 2000. Dans un certain nombre d'économies de la CEE (notamment le Canada, l'Espagne, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni), ces prix semblent surévalués par rapport au ratio à long terme prix/loyers.

40. Le budget à long terme pour 2014-2020 (cadre financier pluriannuel) de l'Union européenne n'avait pas encore été adopté en avril 2013 mais il devrait être à peu près égal à celui de 2007-2013, soit annuellement environ 1 % du PIB de l'Union. L'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni sont les pays qui contribuent le plus au budget tandis que les principaux bénéficiaires sont la plupart des nouveaux États membres, la Grèce et le Portugal. La majorité des dépenses sont consacrées aux programmes agricoles et structurels mais la part de l'agriculture a diminué, passant d'environ 75 % en 1980 à environ 40 % du budget.

VI. Emploi

41. Le chômage a atteint son niveau historique de 11,9 % dans la zone euro et continue d'augmenter; il est de 8,7 % chez les membres de l'Union européenne hors de la zone euro et a atteint des niveaux de dépression dans plusieurs économies de la zone euro. Bien que l'Union européenne dispose de programmes généreux d'aide sociale et de lutte contre le chômage, l'augmentation constante du chômage depuis le début de 2008 indique que beaucoup de salariés sont arrivés en fin de droits à prestations et ont épuisé leur épargne de précaution. En Europe du Sud-Est, le chômage est extrêmement élevé étant de 10 % au moins dans l'ensemble de la région et dépassant 20 % dans la plupart des pays; en Turquie, il est légèrement inférieur à 10 %. Aux États-Unis, il a doublé entre 2005 et 2010, atteignant presque 10 % mais, en 2013, il est retombé légèrement en dessous de 8 %. Depuis 2010, il a fortement diminué dans beaucoup des pays de la Communauté d'États indépendants; il est tombé au niveau le plus faible jamais atteint en Fédération de Russie, qui avait pratiquement réussi à assurer le plein emploi avant que le chômage ne commence à augmenter au début de 2013.

42. Aux États-Unis, la proportion de chômeurs de longue durée par rapport au nombre total de chômeurs a plus que doublé, passant de 20 % environ avant la crise à plus de 40 % en 2010-2012. Un chômage élevé coûte plus cher aux salariés

américains qu'à ceux des économies européennes avancées parce que le système de protection sociale américain est moins étendu. Ainsi, 40 % des chômeurs aux États-Unis n'ont pas droit aux allocations de chômage parce qu'ils n'ont pas travaillé à temps plein ou n'ont pas occupé un emploi assez longtemps. Le chômage de longue durée est associé à la réduction persistante des salaires (20 % en moins) même au bout de 20 ans, l'aggravation des problèmes de santé mentale et physique, la diminution de l'espérance de vie et même la réduction des paiements pour les enfants des ayants droit.

43. Le chômage reste fort dans beaucoup de pays d'Europe; bien que cela soit surtout dû à l'insuffisance de la demande globale, une réforme structurelle des institutions du marché du travail est néanmoins indispensable. Le modèle scandinave de la flexisécurité ayant fonctionné assez bien, la France en a proposé, au début de 2013, sa version qui laisse aux entreprises plus de liberté dans le recrutement et le licenciement du personnel mais garantit aux salariés une plus grande sécurité financière. Elle a aussi proposé des modifications fiscales pour que les employeurs soient moins enclins à recourir aux contrats à court terme.

44. Le chômage est exceptionnellement élevé en Espagne et en Grèce (plus de 25 % en 2013); avant la crise de 2007, il était inférieur à la moyenne de la zone euro. Le nombre total d'emplois dans ces deux pays est inférieur de plus de 15 % à ce qu'il était en 2007. Cela dit, au troisième trimestre de 2012, le PIB de l'Espagne n'était que de 4,2 % inférieur à ce qu'il était en 2007, tandis qu'en Grèce il était de 19,3 % inférieur à ce qu'il était en 2007. La baisse relativement faible du PIB en Espagne y a donc entraîné une très forte diminution de l'emploi, tandis qu'en Grèce la baisse du PIB et la diminution de l'emploi ont été à peu près proportionnelles. Ceci s'explique probablement par le fait qu'en Espagne les marchés du travail sont beaucoup plus souples. Avant la crise, un tiers environ des salariés espagnols avaient des contrats à durée déterminée contre un dixième des salariés grecs. En Espagne, le nombre de personnes ayant perdu leur emploi temporaire a été six fois plus élevé que celui des personnes ayant perdu leur emploi permanent.

VII. Inégalité et pauvreté

45. Depuis 20 ans, l'inégalité ne cesse de s'aggraver dans la toute la région de la CEE. Elle est particulièrement forte aux États-Unis, en Fédération de Russie, en Israël, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Turquie. La part détenue par le 1 % le plus riche de la population a augmenté extrêmement vite. L'inégalité s'aggrave même dans les économies européennes qui ont des systèmes de protection sociale solides comme l'Allemagne, le Danemark et la Suède, à l'exception de la France. L'inégalité a fortement augmenté dans la plupart des pays en transition après leur passage à l'économie de marché. Malgré cette tendance récente, l'inégalité est plus faible dans les économies avancées de la CEE que dans la plupart des économies en développement tandis qu'en Fédération de Russie elle est au même niveau que dans beaucoup d'économies en développement comme la Chine mais plus faible que dans beaucoup de pays d'Amérique latine.

46. En général, les revenus du marché (avant impôts et transferts) sont plus équitablement répartis en Europe et en Amérique du Nord et les redistributions de revenu par l'État (impôts et transferts) sont plus importantes en Europe qu'en

Amérique du Nord, d'où une répartition de la consommation plus équitable en Europe qu'en Amérique du Nord.

47. L'aggravation de l'inégalité dans la région de la CEE est due à la mondialisation, aux changements technologiques favorisant les plus qualifiés et à la modification des politiques gouvernementales. Les impôts et les transferts sociaux peuvent réduire considérablement l'inégalité des revenus du marché mais, avec le temps, ces redistributions ont été réduites avec la diminution du taux marginal d'imposition des plus riches. Aux États-Unis, le taux maximum d'imposition sur le revenu des personnes est tombé de 90 % en 1958 à 70 % en 1980 et à 35 % à peine en 2009, et le taux d'imposition actuel est plus faible pour tous les niveaux de revenu (par rapport à 1958). Au Royaume-Uni, le taux maximum d'imposition sur le revenu des personnes est passé de 83 % en 1979 à 40 % en 1990.

48. Dans la région de la CEE, les gouvernements ont de plus en plus de difficulté à redresser l'inégalité économique par l'impôt progressif sur le revenu et à accroître les recettes fiscales pour combler les déficits budgétaires en raison de la mondialisation de ces économies. À cause de la mobilité internationale des capitaux et, de plus en plus, de la main-d'œuvre, il est plus difficile d'imposer ces éléments, et la taxation des entreprises peut nuire à l'économie en raison des pressions concurrentielles. Par conséquent, il est de plus en plus nécessaire d'harmoniser ou au moins de coordonner les diverses politiques fiscales afin de limiter la course au nivellement de la fiscalité par le bas.

49. Dans certains cas, les politiques relatives au marché du travail ont eu pour effet d'affaiblir la protection salariale ou les syndicats par suite de modifications réglementaires ou institutionnelles. Ces dernières décennies, la syndicalisation ou la couverture syndicale (rémunération déterminée par négociation syndicale et non au cas par cas) ont baissé dans de nombreuses économies avancées de la CEE. La couverture syndicale reste supérieure à 50 % dans l'essentiel de l'Europe, mais elle n'est que de 13 % aux États-Unis.

50. La société américaine est toujours marquée par de fortes différences raciales dans les résultats économiques. Aux États-Unis, la richesse moyenne des ménages blancs est de 20 fois supérieure à celle des ménages afro-américains, contre 15 fois en 1983. Le taux de chômage des Afro-Américains est plus du double de celui des blancs. Les employeurs offrent aux Afro-Américains et aux Hispaniques une assurance maladie et un régime de retraite moins avantageux qu'aux blancs. Les Afro-Américains restent légèrement sous-représentés dans l'enseignement supérieur. L'espérance de vie des blancs est d'environ cinq ans supérieure à celle des Afro-Américains mais, contre toute attente, de plus de deux ans inférieure que celle des Hispaniques.

VIII. Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

51. C'est la croissance des économies en transition qui a le plus souffert de la crise économique de 2008-2009 par rapport aux autres sous-régions de la CEE ou au reste du monde, comme en témoigne le déclin de leur production en 2009, tant en termes absolus (moins 6,5 %) que par rapport aux tendances mondiales (moins 13 %). Elles ont donc « perdu » environ trois années de croissance économique et ont ainsi reculé

de plusieurs années dans la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement.

52. Nombre des cibles fixées aux fins de la réalisation de ces objectifs n'ont pas été atteintes dans les économies de la CEE, surtout en raison des piètres résultats obtenus pour des groupes désavantagés spécifiques, y compris certaines communautés ethniques et sous-régions géographiques. Il serait donc possible de progresser sur la voie des objectifs par une action axée sur ces groupes. C'est particulièrement vrai pour les Roms dans certains des nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays de l'Europe du Sud-Est où la situation difficile de l'emploi et de l'éducation s'est aggravée depuis la transition vers l'économie de marché. L'intégration de ce groupe exige l'augmentation de l'aide au logement, à l'éducation et aux soins de santé, ainsi qu'une meilleure application des politiques d'emploi antidiscriminatoires. S'ils étaient plus nombreux, dans ce groupe de la population, à trouver un emploi dans le secteur formel, cela permettrait d'augmenter les recettes fiscales et les contributions à la sécurité sociale de sorte que les mesures d'assistance mises en place seraient largement autofinancées.

53. Pour la santé, les résultats sont étroitement corrélés avec le revenu par habitant. Cela dit, aux États-Unis, en Fédération de Russie et dans plusieurs économies en transition, ils sont bien inférieurs à ce à quoi on pourrait s'attendre vu le niveau de développement de ces pays. Bien qu'ils aient un revenu par habitant plus élevé que la plupart des autres pays à économie avancée, les États-Unis en ont l'un des taux les plus forts de mortalité infantile, d'accidents de la route, d'homicides, de maladies cardiaques et pulmonaires, de diabète, de grossesses d'adolescentes et de maladies sexuellement transmissibles. Leurs piètres résultats en matière de santé sont dus au fait que la proportion de la population sans assurance maladie et pauvre est très forte; cela est d'autant plus notable que les États-Unis consacrent aux soins de santé une bien plus large part de leur PIB que les autres pays. Or, même pour les personnes blanches et nanties qui ont fait des études supérieures et ont une couverture maladie, les résultats en matière de santé sont médiocres. L'espérance de vie plus courte des Américains (par rapport à d'autres économies avancées) est pour moitié environ imputable à la mortalité plus élevée des personnes de moins de 50 ans; la mortalité des personnes de plus de 75 ans est plus faible aux États-Unis qu'ailleurs.

54. En Fédération de Russie, l'espérance de vie des hommes a diminué d'un dixième d'année entre 1990 (63,2 ans) et 2010 (63,1 ans). Aux États-Unis, celle de la population blanche pauvre a fortement diminué aussi, et ce, pour la première fois; entre 1990 et 2008, pour les blanches non diplômées de l'enseignement secondaire, elle a diminué de cinq ans et, pour les hommes dans la même situation, de trois ans. Les causes en sont assez incertaines mais semblent liées à l'inégalité croissante, à la couverture maladie réduite et aux comportements à risque comme l'alcoolisme et le tabagisme.

55. En Europe, l'espérance de vie des femmes est de 80,0 ans mais celle des hommes de 72,5 ans seulement. L'écart le plus grand s'observe en Europe orientale, notamment au Bélarus, en Estonie, en Fédération de Russie, au Kazakhstan, au Monténégro et en Ukraine, et le plus faible en Europe occidentale, notamment aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède. En raison de cet écart, le problème régional du vieillissement de la population a un caractère fortement sexospécifique.

IX. Progrès dans la création d'économies novatrices et dynamiques

56. Les capacités d'innovation des pays sont évaluées chaque année dans l'Indice mondial de l'innovation élaboré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Institut européen d'administration des affaires. Elles augmentent en même temps que le PIB par habitant, avec lequel elles sont étroitement corrélées. Un contrôle des revenus par habitant a permis d'établir que ces capacités sont fortes au Danemark, en Estonie, en Lettonie, en République de Moldova, au Royaume-Uni, en Suède, en Suisse et en Ukraine et particulièrement faibles en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Grèce, au Kazakhstan et en Ouzbékistan.

57. Les dépenses de recherche-développement jouent un rôle important dans le maintien d'une croissance économique à long terme non seulement dans les économies avancées de la CEE à la pointe de la technologie mais aussi dans les économies émergentes qui doivent assimiler et adapter les technologies à leur situation particulière. La part de la région de la CEE dans la recherche-développement mondiale est de 62 % (contre plus de 70 % en 1999). Depuis 1999, la part des États-Unis dans la recherche-développement mondiale est tombée de 38 % à 32 % et celle de l'Union européenne de 27 % à 23 %.

58. Plusieurs des économies en transition dépendent fortement des ressources naturelles et ont un secteur manufacturier relativement minime. Pour améliorer leurs perspectives de croissance à long terme, une plus grande diversification est indispensable. En Fédération de Russie, alors que le pétrole et le gaz représentent 30 % du PIB, près de 70 % des exportations de marchandises et plus de 40 % des recettes fiscales de l'État, la valeur ajoutée manufacturière ne représente que 13 % du PIB, soit à peu près comme aux États-Unis (12 %).

59. Pour se doter d'une économie novatrice et diversifiée, les pays en transition doivent améliorer la gouvernance et la compétitivité, aligner davantage les besoins en éducation et en formation sur ceux des entreprises, attirer l'IED vers les secteurs autres que les produits de base, adopter des mesures d'incitation pour limiter l'émigration et encourager l'immigration de la main-d'œuvre qualifiée, ouvrir l'accès au crédit aux entreprises en phase de démarrage, développer le secteur financier, accroître les activités de recherche-développement du secteur privé grâce à un régime fiscal plus favorable et mieux appliquer les lois sur la propriété intellectuelle.

60. Les activités de recherche-développement peuvent être menées par les secteurs tant public que privé. Les importantes externalités positives engendrées par elles justifient que le secteur public en mène et que des subventions et un traitement fiscal spécial soient accordés à celles du secteur privé. Depuis longtemps déjà, dans beaucoup d'économies de la CEE, ces activités sont passées du secteur public au secteur privé. Ainsi, aux États-Unis, ces activités (qui représentaient environ 3 % du PIB dans les années 60 et les années 2000) relevaient pour les deux tiers de l'État fédéral dans les années 60 contre un tiers seulement dans les années 2000. Celles de l'État portent surtout sur les secteurs de la défense et de la santé; celles du secteur privé sur le secteur des services. La part de la recherche-développement dans le PIB de l'Union européenne, plus faible, n'est actuellement que de 1,9 % alors que l'objectif visé est de 3 %. Les activités de recherche-développement du secteur privé dans l'Union européenne sont concentrées sur les machines et le matériel. Le

Canada consacre 1,9 % de son PIB à la recherche-développement, la Fédération de Russie 1,2 % et l'Ukraine 0,9 %. Renforcer les droits de propriété intellectuelle dans les pays où ils sont particulièrement faibles pourra permettre d'accroître les activités de recherche-développement, mais pas dans les pays où les droits de propriété intellectuelle de base sont garantis.

61. La crise économique de la zone euro a entraîné une diminution relative de l'investissement et des activités de recherche dans les pays de sa périphérie, ce qui accentuera encore les disparités entre eux et ceux du centre de la zone d'ici 10 ans. Ainsi, le pourcentage du PIB consacré à la recherche-développement en Espagne est moitié moindre qu'en Allemagne; cela s'explique surtout par des différences dans les activités de recherche-développement des secteurs public et privé, celles du premier ayant été fortement réduites en Espagne en 2012 et 2013 alors qu'en Allemagne elles ont augmenté. En 2010, 242 demandes de brevet international ont été déposées par des entreprises et résidents espagnols et 5 600 par des entreprises et résidents allemands.

62. Un élément important du développement économique est la création d'un secteur financier stable et moderne. En améliorant les services d'intermédiation financière, un tel secteur peut contribuer à l'accroissement de l'investissement et à la croissance et, en offrant aux particuliers et aux entreprises la possibilité d'avoir des comptes bancaires, renforcer leur sécurité économique et améliorer l'efficacité économique. L'augmentation du nombre de titulaires de tels comptes est souvent préconisée comme moyen de mettre les transferts d'argent au service du développement. Dans les pays d'Europe à économie émergente, moins de la moitié des adultes ont un compte bancaire, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale. Dans certains pays d'Asie centrale, seul un très faible pourcentage d'adultes en ont un.

63. Au bout de 40 années de négociation, 25 des 27 pays de l'Union européenne ont approuvé un régime de brevet unique (administré par l'Organisation européenne des brevets, qui ne relève pas de l'Union) qui viendra remplacer les 25 systèmes nationaux de brevet; l'Italie et l'Espagne conserveront leurs systèmes nationaux pour le moment. Les demandes de brevet devront être déposées en allemand, en anglais ou en français, mais les demandeurs auront la possibilité de recourir à des services de traduction. Il est prévu qu'un tribunal du brevet communautaire, établi à Paris, Londres et Munich, entrera en fonction le 1^{er} janvier 2014. Cette mesure devrait permettre de réduire les coûts de la protection des inventions dans toute l'Union européenne.

X. Intégration et commerce de la région

64. Depuis 50 ans, l'Union européenne, notamment ses institutions initiales, est le principal moteur de l'intégration économique en Europe. Pour la contribution qu'elle a apportée à l'intégration et à la coopération économique et, partant, au renforcement de la paix et de la sécurité, elle a reçu le prix Nobel de la paix en 2012.

65. Le 1^{er} juillet 2013, la Croatie deviendra le vingt-huitième membre de l'Union européenne et, de ce fait, certaines exportations des autres pays des Balkans qui verront leur préférence relative diminuer risqueront de perdre ce marché. L'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro, la Serbie et la

Turquie sont des candidats officiels à l'adhésion à l'Union européenne et l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo¹ des candidats potentiels. La Lettonie a officiellement demandé à devenir, en janvier 2014, le dix-huitième membre de la zone euro.

66. Le Monténégro a adhéré à l'OMC en avril 2012, la Fédération de Russie en août 2012 et le Tadjikistan en mars 2013. Sept des anciennes économies en transition, à savoir l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Serbie, le Tadjikistan et le Turkménistan n'en sont pas membres mais la procédure d'adhésion de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan est relativement près d'être achevée.

67. La Fédération de Russie est devenue membre de l'OMC au bout d'une procédure d'adhésion qui aura duré 18 ans. Elle avait été le pays à l'économie la plus vaste et le seul membre du Groupe des Vingt à ne pas en être membre. En adhérant à l'OMC, elle a accepté de modifier le rôle de l'État dans l'économie, y compris ses programmes de subvention, de renforcer ses règlements relatifs à la propriété intellectuelle et de réduire les obstacles au commerce. Elle baissera ses tarifs en plusieurs étapes d'ici huit ans, mais la plupart des réductions auront lieu d'ici à 2017; en adhérant à l'OMC, elle a tenu le tiers de ses engagements. Ses droits moyens pondérés seront ramenés de 13,0 % à 5,8 %; les droits appliqués seront légèrement inférieurs aux droits consolidés pour un grand nombre de produits. Les produits qui bénéficient de la plus forte baisse des droits sont le bois, la pâte de bois, le papier, les produits alimentaires et de nombreux autres articles manufacturés comme les automobiles, les vêtements et l'électronique grand public. Les mesures de libération des échanges adoptées par la Fédération de Russie sont généralement comparables à celles d'autres pays qui ont adhéré à l'OMC et ses droits finals moyens non pondérés consolidés (8,6 %) seront légèrement supérieurs à ceux de la plupart des autres pays à économie en transition qui ont adhéré à l'OMC. D'après les estimations les plus fiables, l'adhésion à l'OMC permettra peut-être à la Fédération de Russie d'augmenter son PIB de 3 % d'ici 10 ans.

68. L'Union douanière Bélarus-Fédération de Russie-Kazakhstan créée au début de 2010 utilisait en général le tarif russe comme tarif extérieur commun. Le tarif russe était le plus élevé des trois et, par conséquent, l'application du tarif extérieur commun n'a que légèrement augmenté le tarif russe moyen mais a presque doublé le tarif moyen appliqué par le Kazakhstan. La formation de l'union douanière entre ces trois pays n'a encore créé entre eux que très peu de courants d'échanges qui, en 2011, n'étaient supérieurs en valeur nominale que de 13,7 % à ceux de 2008, ce qui indique une augmentation réelle d'environ la moitié à peine de ce chiffre. Le Kazakhstan semble avoir subi un détournement d'échanges par la Chine en particulier.

69. Dans le cadre du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, l'Union européenne et les États-Unis ont entamé la négociation entre les deux régions d'un accord de libre-échange et d'investissement qui reposerait sur la coopération dans l'établissement des réglementations ou leur harmonisation et, vu l'importance de la région, pourrait jouer un rôle capital dans la définition des normes mondiales applicables aux produits. Mais il y a de nombreux obstacles, en particulier sur les questions politiquement délicates des normes et subventions

¹ Compte tenu des dispositions de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

agricoles, qui rendront l'accord difficile. D'après les simulations, un tel accord augmenterait le PIB des deux régions d'un quart à un demi-point de pourcentage en fonction de son ampleur. Il aurait des effets sur le reste du monde par la création et la réorientation des échanges; l'harmonisation des normes appliquées par les États-Unis et l'Union européenne créerait probablement des courants d'échanges pour le reste du monde. Les simulations donnent à penser que le PIB des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pourrait en fait augmenter davantage que celui des États-Unis ou de l'Union européenne. L'Union européenne et le Japon, de même que la Suisse et la Chine, ont entamé la négociation d'accords de libre-échange.
